le prolétaire

bimensuel — **parti communiste international (programme communiste)**

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance : 20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements : Chèque bancaire ou C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements : 1 an : 15 F (150 FB) 6 mois : 8 F (80 FB) pli fermé : 27 F et 14 F « programme communiste » 1 an : 15 F (150 FB)

12e ANNEE — N° 168
11 au 24 mars 1974
LE NUMERO : 0,80 F

Une vieille mystification bourgeoise : la solidarité nationale

L'affirmation qu'il existe un intérêt commun à tous, et l'exhortation à défendre cet intérêt commun, est le leitmotiv le plus constant de la propagande de la bourgeoisie et de ses agents au sein du prolétariat.

Il apparaît à tous les niveaux : du petit patron à l'entreprise géante, on explique à l'ouvrier qu'il est et doit se sentir SOLIDAIRE de l'usine qui lui « donne du travail » c'est-à-dire qui l'exploite ; du village à la mégalopolis, on lui explique qu'il est et doit se sentir SOLIDAIRE de la cité ou de la région où il se fait exploiter. Et, bien entendu, cette solidarité revendiquée entre tous les « citoyens » et toutes les classes culmine dans l'unité non seulement économique mais aussi politique de la société bourgeoise, dans la SOLIDARITE NATIONALE.

Il s'agit d'une exigence chronique de la bourgeoisie, mais elle se fait évidemment d'autant plus impérative que la situation est plus tendue et l'antagonisme entre les entreprises, les secteurs industriels et finalement entre les Etats, plus aigu. Aujourd'hui, alors que le capitalisme mondial s'enfonce lentement dans la crise, elle s'amplifie à un point qu'on n'avait pas vu depuis le dernier après-guerre où, après la solidarité dans la défense de la Patrie, de la Démocratie et de la Civilisation dans la boucherie du repartage impérialiste du monde, la bourgeoisie et ses laquais avaient appelé le prolétariat à la solidarité dans la « reconstruction nationale ». Aujourd'hui, alors que cette reconstruction, et le grand essor du capitalisme mondial qui a suivi les massacres et destructions, donnent non pas les fruits démagogiquement promis, la prospérité et le bonheur pour tous, mais ceux qu'il est *dans leur nature* de donner, la crise, le chômage, la misère ; au moment où les faits eux-mêmes tendent à faire craquer cette solidarité, la bourgeoisie et ses agents s'efforcent dans tous les pays de la ressouder et d'y faire adhérer le prolétariat.

Leur propagande est *la même* de l'Angleterre à la Russie, du Brésil au Japon, de l'Algérie à la Suède ou des Etats-Unis à la Pologne, et nous pouvons aussi bien l'illustrer avec des citations de MM. Debré et Marchais (*Le Figaro* du 16-1-74 et par exemple *L'Humanité* du 8-2-74) qui lient de la même façon l'expansion économique et les « conquêtes sociales », le sort de l'économie nationale et celui des travailleurs : « *En défendant le niveau de vie, leur emploi, les travailleurs servent à la fois leurs intérêts et ceux de la France* » dit l'un, et l'autre reprend : « *en même temps qu'il appartient aux responsables de mettre l'accent sur la croissance de la production... il est de leur mission de marquer dans les faits la solidarité française... équipements sociaux... juste répartition des revenus... promotion à la fois professionnelle et sociale* », puisqu'il « *ne peut y avoir de redressement du pays sans progrès et justice sociale* ». Mais pour cela, bien sûr, il faut produire, et tandis que l'un prêche « *l'effort de production* », l'autre est tout fier d'avoir trouvé « *de quoi donner du travail au pays* ». Pour que ça puisse marcher, cette « *politique doit recevoir le plus grand consentement populaire possible* », ce qu'on peut exprimer aussi en disant qu'il s'agit d'une « *politique populaire, une politique démocratique, une politique nationale* ». Et ces messieurs en appellent à « *l'union du peuple pour la justice, le progrès et le salut national* » ou bien à « *l'unité sociale* », car « *aujourd'hui plus que jamais les intérêts des travailleurs et ceux de la nation sont inséparables* ».

Cette « *unité sociale* », ou « *union de la nation laborieuse* », la bourgeoisie essaye de la justifier sur deux plans. D'une part au niveau historique : elle prétend que les malheurs et souffrances du prolétariat proviennent de *l'insuffisance* du développement capitaliste, et que l'essor de la production, l'amélioration et le perfectionnement du capitalisme, peuvent et doivent se faire au profit de tous. Le réformisme, qui présente le « socialisme » comme le prolongement naturel de cette série de progrès et d'améliorations du capitalisme, n'est qu'une variante de cette théorie. Or, cette théorie est absolument fausse : c'est justement le *développement* du capitalisme, et non la méchanceté, la bêtise ou l'incapacité des bourgeois, qui conduit *inévitablement* aux crises et convulsions sociales. L'humanité

(suite page 2)

DANS CE NUMERO :

— **Lettre d'Italie : Travailler plus, gagner moins.**
— **Ces messieurs qui font la moue devant les luttes d'émancipation nationale...**

A bas le colonialisme et l'impérialisme français !

Prolétaires, camarades,

Le plomb de l'impérialisme français a frappé encore une fois, tuant deux ouvriers agricoles à la Martinique. Aux Antilles comme à la Réunion, face à une situation économique désespérée où l'augmentation des prix et le chômage, l'insécurité et la misère, sont décuplés par rapport à la métropole, face aux exactions répétées et aux vexations de l'oppresseur colonialiste, les travailleurs ont engagé depuis des semaines des mouvements de grève et d'agitation de grande ampleur, dont l'affrontement violent entre grévistes armés de couteaux et de gourdins et gardes mobiles à la Martinique n'est qu'un épisode.

Prolétaires, camarades,

Les deux morts de la Martinique ne sont pas un accident. Cet acte barbare s'inscrit dans une longue série de massacres qui sont la conséquence d'une exploitation et d'une oppression qui existent depuis plusieurs siècles. Elles ont commencé par l'extermination, la réduction en esclavage de peuples entiers, le pillage du monde par le capitalisme naissant, qui instaurait en même temps l'esclavage salarié moderne dans les métropoles. Elles se sont poursuivies par la mise en coupe réglée du monde par les brigands impérialistes, au premier rang desquels le brigand « démocratique » français. Elles se poursuivent encore aujourd'hui dans le monde entier : en ce qui concerne l'impérialisme français, sous des formes directes de domination dans les prétendus « départements et territoires d'outre-mer », et sous des formes plus ou moins déguisées en Afrique noire, parallèlement à l'exploitation du prolétariat « national » et de vastes masses d'esclaves « immigrés » dans la métropole. Aujourd'hui comme hier, l'exploitation et la domination impérialistes sur les colonies et semi-colonies servent à renforcer la puissance de la classe dominante et de son Etat, c'est-à-dire de l'instrument d'oppression de la classe ouvrière. Si bien que le prolétariat ne peut lutter pour son émancipation sans lutter en même temps contre la domination que son propre Etat impérialiste exerce sur les peuples opprimés, en faisant sien le combat séculaire de ces peuples contre la domination coloniale.

(suite page 4)

"Retour au travail avec les travaillistes"

M. Wilson fera tout pour tenir ses promesses électorales. A peine entré au 10, Downing Street, il a convoqué les dirigeants du T.U.C. et du patronat britannique afin de « régler l'affaire » des mineurs. Il faut vite remettre le prolétariat au travail pour sauver l'économie nationale ! Ajouter à la puissance de l'Etat tout le poids de l'organisation politique et syndicale du Labour et de l'idéologie réformiste, nationaliste et inter-classiste, pour mieux enchaîner le prolétariat à la machine productive capitaliste ! Tel est le rôle infâme des laquais du capital non seulement en Angleterre, mais dans tous les pays. Que les prolétaires du monde entier voient dans les actes du gouvernement travailliste le sort qu'entend leur réserver l'opportunisme avec ses « programmes communs » et sa « démocratie avancée » !

REUNION PUBLIQUE A PARIS

Vendredi 15 mars, 20 h 45

Salle Lancry, 10, rue de Lancry, Paris-10e

CRISE ET REVOLUTION

Le concile des chauvinismes européens s'est réuni à Bruxelles

Dans un article de 1915 intitulé « A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe », fameux parce que Staline a prétendu y trouver une théorie léniniste du « socialisme dans un seul pays », Lénine repoussait le mot d'ordre des « Etats-Unis d'Europe » en montrant de façon très claire que sa réalisation n'impliquait pas un changement révolutionnaire de la société et qu'elle était même compatible — fût-ce de façon provisoire — avec le régime capitaliste ; alors que le socialisme, ajoutait-il, se présenterait plutôt comme les « Etats-Unis du monde ».

Réunis récemment à Bruxelles avec de tout autres préoccupations « théoriques », les partis « communistes » des pays d'Europe occidentale, qui se disent encore léninistes, ont examiné le problème de l'unité européenne et de l'attitude à adopter à son égard, en montrant une fois de plus qu'un abîme les sépare du communisme révolutionnaire.

L'assemblée s'est partagée en deux camps opposés, les uns reconnaissant la CEE comme un fait accompli et proposant la participation des communistes à ses organisations (certains vont jusqu'à se déclarer en faveur d'organisations supranationales, comme c'est le cas pour l'un des dirigeants du P.C. italien, Amendola), les autres refusant de la reconnaître en disant qu'il s'agit de l'Europe du capital. On aurait tort cependant de croire qu'on est revenu brusquement à l'époque de la lutte contre le possibilisme et le ministérialisme, ou bien que cette opposition se fait sur la base du texte de Lénine. En réalité, tous ces gens se placent sur le même terrain infect, celui du chauvinisme national, et ils ne se situent pas dans la ligne de Lénine, mais dans celle du 4 août 1914. Si, en 1915, alors que la tuerie faisait rage sur les différents fronts nationaux, le mot d'ordre des « Etats-Unis d'Europe » pouvait passer pour un mot d'ordre *antinational*, en 1974 c'est au nom de l'intérêt *national* que l'on est pour ou contre l'Europe, et personne n'envisage un seul instant de lier la réalisation de ces « Etats-Unis » à celle d'une victoire révolutionnaire dans plusieurs pays.

Tout ceci est parfaitement « logique ». Depuis des années chaque parti « communiste » fait une propagande basée essentiellement sur les traditions bourgeoises de son pays, de sa culture, etc. Berlinguer, du P.C. italien, a assuré qu'il ne s'agit pas de reconstituer un centre de direction international, et Marchais souligné que son parti entendait « *que le peuple français conserve en toutes circonstances son droit à décider lui-même de sa politique dans tous les domaines et sa liberté totale d'action* » (*Le Monde*, 30-1-74). De la même façon, le parti communiste suédois, qui agit dans un pays qui ne fait pas partie de la C.E.E., a eu une attitude anti-européenne « intransigeante », et le parti anglais a eu le culot de se réclamer du « mouvement ouvrier » de son pays, qui voudrait que la Grande-Bretagne sorte du Marché Commun. Tous obéissent au même critère : *l'intérêt national*, et personne, bien entendu, n'a rappelé que ces positions sont celles même d'une partie ou de l'ensemble de la bourgeoisie de leurs pays respectifs.

Les autres partis n'ont pas été particulièrement originaux dans leurs interventions et ce sont les véritables promoteurs de la conférence, le PCF et le PCI, qui se sont taillés la part du lion ; depuis longtemps en effet, ils jouent un rôle non marginal dans la vie politique de leur pays, où ils ont déjà participé au gouvernement et où leur future participation gouvernementale est constamment prise en considération par toutes les forces politiques. Le PCI est aujourd'hui connu pour la formule du « compromis historique », c'est-à-dire une avance à la démocratie chrétienne italienne qui, même si elle ne se concrétise pas, équivaut à une offre de *bloc national* du type Comité National de Libération. Quant au PCF il a signé un programme commun avec les socialistes et les « radicaux de gauche », au côté desquels il s'est déjà « battu » aux dernières élections. En fait, vouloir participer à la machine étatique bourgeoise implique qu'on s'adapte à ses *exigences objectives*. En 1953, au moment des élections en Italie, alors que les trois principales formations politiques en présence étaient, à droite

(suite page 4)

La solidarité nationale

(suite de la page 1)

ne souffre pas d'une insuffisance de forces productives, mais du fait que ces forces sont déjà trop grandes pour le cadre mercantile de la production, ou plutôt que celui-ci est *trop étriqué* pour leur permettre de jouer librement. Plus le capitalisme se développe, plus cette contradiction devient *explosive* : Lénine, reprenant les démonstrations de Marx et Engels, illustre cette vérité dans *L'Impérialisme*.

Mais la bourgeoisie dispose aussi d'une autre justification, plus pratique et immédiate : si votre usine ou votre nation sont ruinées par la concurrence des autres, vous en pâtirez fatalement, dit-elle aux ouvriers ; alors que si elles sont prospères, vous en profitez aussi. Cet argument-là a effectivement dans une certaine mesure une base réelle. Il est clair, comme dit Marx, que la situation *immédiate la moins catastrophique* pour l'ouvrier est celle d'un capitalisme prospère et en essor ; que si Renault s'impose sur le marché mondial contre Fiat, ses ouvriers ont au moins du travail, alors que les autres sont réduits au chômage ; que si la France exploite sous une forme ou une autre la « Communauté » ou les « peuples amis », les ouvriers français — ou du moins une partie d'entre eux — en tirent quelque avantage. Pratiquement, c'est surtout au nom de ce *moindre mal* qu'on exige du prolétariat qu'il soit solidaire de « son » usine et de « sa » nation. Et si une situation relativement privilégiée pour certaines couches dure quelque temps, elle produit effectivement entre ces couches et la bourgeoisie une solidarité, dont l'opportunisme est l'expression politique.

Mais que cache cette solidarité ? D'abord, que la suprématie d'une usine ou d'une nation ne peut être acquise que par *l'exploitation du prolétariat* : c'est le capital qui pressure le mieux les ouvriers qui triomphe de ses concurrents ; et c'est par leur sacrifice que la nation impose et défend sa position sur le marché mondial. Ensuite, malgré la « bonne volonté » des bourgeois, cette situation privilégiée ne peut être que *passagère*. Aucune suprématie d'aucune entreprise ou nation ne peut durer ; une telle suprématie est en effet inséparable de l'impérialisme, du parasitisme, de l'exportation de capitaux, de la création *volens nolens* de nouveaux concurrents : à l'échelle locale comme à l'échelle mondiale, le rapport des forces entre les entreprises et les nations capitalistes varie nécessairement, et les périodes de prospérité ne font que préparer les périodes de crise.

Les maigres « privilèges » dont peuvent jouir une partie des ouvriers ayant des maîtres prospères sont donc constamment menacés par la concurrence que les usines et les nations se livrent entre elles : alors, les capitalistes demandent à nouveau à la classe ouvrière les plus grands sacrifices, au besoin le sacrifice suprême, pour lutter « ensemble » contre les concurrents.

Et effectivement, dit Marx, « si les rapports entre le capital et le travail étaient éternels », si le capitalisme devait durer toujours, alors les ouvriers en seraient réduits à cette *solidarité*, pour le meilleur et pour le pire, *avec leur bourgeoisie*. Réciproquement, revendiquer cette solidarité, c'est affirmer qu'il ne reste à chacun qu'à chercher le « moindre mal » dans la prospérité de son exploiteur ; c'est admettre que l'exploitation du prolétariat durera toujours ; *c'est poser le capitalisme comme éternel*.

Alors, même si au lieu de « *répartition plus juste des revenus* » entre les « *partenaires sociaux* », on parle de « *défense du niveau de vie et de l'emploi des travailleurs* », on cherchera évidemment à *subordonner* cette défense à la défense de l'économie nationale, et on tentera *d'empêcher* les luttes qui pourraient nuire « au pays ». Bien mieux, on feindra de voir dans l'augmentation du niveau de vie *un moyen d'augmenter la production nationale* pour les *lier l'un à l'autre* en attendant de renverser les termes, comme dans le classique « *produire d'abord - revendiquer ensuite* » !

Les bourgeois et leurs laquais ne voient donc pas d'autre solution à la crise qui menace que le renforcement de cette solidarité pour progresser dans « *la voie de la grandeur nationale* », c'est-à-dire relancer l'économie et la production nationales, ce qui mène justement — parce que *tous* les bourgeois en font autant — à la crise. La solution communiste est exactement à l'opposé, bien au-delà des positions hybrides ou conciliatrices : elle repose sur le fait que les intérêts *immédiats* et *historiques* du prolétariat et de la bourgeoisie sont directement opposés : même si certaines couches peuvent profiter pendant quelque temps des miettes tombées de la table d'un capital prospère, *toute lutte sérieuse pour arracher à la bourgeoisie une part plus grande du produit du travail* (et que signifie d'autre *améliorer* ses conditions de vie ?) *tend à réduire d'autant la part qui revient au capital. Or celle-ci*, infiniment plus qu'aux jouissances de la bourgeoisie, *sert à accroître le capital productif*. Voilà l'antagonisme immédiat, que la surexploitation d'autres prolétaires ou peuples peut estomper provisoirement, *mais non pas effacer*. L'antagonisme historique est tout aussi radical : *la bourgeoisie n'existe que grâce à la forme capitaliste de la production, elle la représente et la défend de toutes ses forces ; le prolétariat ne peut s'émanciper* — et émanciper toute l'humanité — *qu'en détruisant les rapports capitalistes de production, la production de marchandises par le travail salarié, qui impliquent son asservissement et son exploitation.*

Il est clair que toute lutte réelle d'une certaine ampleur, toute tentative sérieuse d'améliorer le sort immédiat du prolétariat, entrave l'accumulation du capital, et va donc à l'encontre de la prospérité de l'usine, de l'économie, de la nation. Tous ceux qui prétendent que le prolétariat peut mener des luttes pour la défense et l'amélioration de ses conditions de vie, menacées par la crise du capitalisme, *sans aggraver cette crise*, ne font en réalité que chercher à concilier les intérêts inconciliables de la bourgeoisie et du prolétariat.

Mais le prolétariat a une perspective révolutionnaire. Il ne craint pas que sa lutte précipite la crise, la faillite, la ruine de l'économie nationale, et jette l'Etat dans des difficultés insurmontables, *parce qu'il veut détruire cet Etat afin de détruire cette forme économique de fond en comble !* Ceux qui, « ne faisant pas confiance à la bourgeoisie » — comme ils disent — donnent pour objectif à la classe ouvrière de *résoudre la crise* capitaliste par le moyen du « contrôle » ou de la « gestion ouvrière », ne font que *détourner* les énergies prolétariennes suscitées par la crise de leur cible véritable : l'Etat bourgeois qu'il s'agit de détruire.

☆

Lors de l'éclatement de la première guerre impérialiste en 1914, les social-patriotes ont « suspendu » (soi-disant pour la durée des hostilités) la lutte de classe du prolétariat, parce qu'en luttant contre la bourgeoisie de son pays, le prolétariat risquait de provoquer sa défaite militaire et la victoire d'une autre bourgeoisie. Les révolutionnaires, quoique réduits alors à une petite minorité, ont opposé à cette trahison la revendication du *défaitisme révolutionnaire : L'ennemi est dans notre pays ! Transformation de la guerre impérialiste en guerre civile !* Telle était la condition de la révolution et de la création de l'Internationale Communiste.

Bien plus infâmes encore que leurs prédécesseurs, les social-chauvins d'aujourd'hui prêchent l'Union Sacrée, la Solidarité Nationale *en permanence*, non seulement dans les conflits armés, mais aussi dans la guerre économique de tous les jours. Ils ont renoncé une fois pour toutes ne serait-ce qu'à l'idée de renverser la domination du capital.

Plus que jamais, la réponse des révolutionnaires doit être :

A bas l'intérêt national, à bas l'union nationale !

L'ennemi est dans notre pays !

Défaitisme révolutionnaire — dans la guerre économique comme dans les conflits armés !

Transformation de la guerre impérialiste — économique ou militaire — en guerre civile !

"Volontariat" forcé

La **Pravda** (citée par **Le Monde** 27-28 janvier) publie la lettre d'un ouvrier qui se plaint de « ne plus pouvoir profiter des jours de repos avec sa famille : son épouse, comme les autres employées de l'usine, travaille toute la semaine, sans jour de congé et sans pour autant toucher de primes.

« Il faut reconnaître [note l'ouvrier] que personne n'oblige les femmes à travailler le dimanche. C'est du « volontariat », donc une affaire personnelle. L'administration n'a jamais donné d'ordre à ce sujet. Mais il a été décrété qu'elles ne devraient pas compter sur le treizième mois ni sur le « salaire progressif » si elles ne se portaient pas volontaires. »

Il n'est pas étonnant que la course à la rentabilité et au profit « socialistes » pousse les entreprises russes à réinventer pour extorquer du surtravail au prolétariat, ces moyens que nous connaissons bien : les primes, heures supplémentaires, treizièmes mois et autres salaires « progressifs ». Ni que, là-bas comme ici, on « ferme les yeux sur la violation du règlement ».

Mais ce petit exemple montre tout l'avantage que la déstalinisation, la démocratisation et la libéralisation du régime russe auront apporté au prolétariat : au lieu d'être **forcé au travail et au surtravail** par un capitalisme naissant, il est **libre** de se faire « volontairement » surexploiter par le capitalisme épanoui. Comme nous ici. Vive la Liberté !

LETTRE D'ITALIE

Travailler plus, gagner moins

La crise qui menace le monde bourgeois est, en Italie, au centre de la vie politique. Tous les partis, et en première ligne les partis opportunistes, axent leur propagande et leur action convergentes sur les mesures à prendre pour conjurer la crise et sauver la sacro-sainte économie nationale.

C'est ainsi que, commentant un récent débat entre les principaux économistes italiens à l'initiative du P.C. italien, *La Stampa* (l'organe d'Agnelli, propriétaire de la Fiat) du 5 janvier écrivait : « *Si l'on ne connaissait pas a priori l'appartenance de parti des orateurs, on pourrait croire que tous, aujourd'hui, adhèrent à un seul et même parti* ». Et en effet nous pourrions dire qu'ils appartiennent *à un seul et même parti*, celui de la conservation sociale et du salut national, dans lequel l'opportunisme national-communiste et social-démocrate remplit une fonction particulière : tenter de faire accepter à la classe ouvrière de se sacrifier encore une fois sans trop rechigner pour le sauvetage de l'économie italienne. Après avoir appelé le prolétariat à s'aligner sur un des camps de la guerre dans la résistance anti-fasciste, après lui avoir fait subir tout le poids de la reconstruction nationale, l'opportunisme s'emploie maintenant à le paralyser avec les appels à la collaboration nationale pour qu'il subisse, patriotiquement, une fois de plus, le même calvaire de privations et de souffrances, pour le plus grand bien du capital.

En réalité, cette fonction de soumission du prolétariat aux intérêts du capital est une fonction *constante* de l'opportunisme, tant en période de prospérité qu'en période de crise et de guerre, parce qu'une caractéristique *constante, essentielle* du capitalisme est l'exploitation maximale du prolétariat, que l'opportunisme doit faire avaler aux prolétaires sous différents prétextes, selon la *situation concrète*, pour reprendre son jargon. Le capital ne pouvant se reproduire qu'en exacerbant l'exploitation, les moyens d'y parvenir sont *toujours* les mêmes : augmenter la productivité du travail ; prolonger à la limite physique extrême la journée de travail ; accroître le profit en extorquant une part de plus-value supplémentaire, avec la réduction du salaire réel. Parce qu'elles n'ont d'autre objectif que de *renforcer le capital*, toutes les mesures d'assainissement économique proposées par le grand parti du salut national — y compris (ou plutôt : *surtout*) celles de l'opportunisme politique et syndical — ont précisément cette base-là — qui, pour le prolétariat n'a qu'une signification : *travailler plus et gagner moins !*

Poussés par l'aggravation de la situation, les bonzes des partis et des syndicats déclarent toujours plus ouvertement qu'ils sont disposés à plier le prolétariat aux intérêts suprêmes de la bourgeoisie et à châtrer toute tentative d'action prolétarienne pour défendre les intérêts de classe même les plus élémentaires.

Ainsi, dans une déclaration au journal patronal *Il Sole-24 Ore* du 6 janvier, le secrétaire général adjoint de la CGIL, Boni, expliquait à la bourgeoisie que les chefs syndicaux peuvent se trouver confrontés malgré eux à la désagréable nécessité de réaliser certaines « actions » indésirables pour tous, de manière à ne pas perdre le contrôle sur la masse : « Même si nous reconnaissons que ce gouvernement a, pour les syndicats, un caractère différent du précédent, cela ne peut conditionner notre action au-delà d'une certaine limite, *et nous avons une limite précise : nos rapports avec les travailleurs* ».

Toute la tactique de la bonzerie syndicale se trouve exprimée ici de façon lapidaire. Pour ces « syndicalistes » pour qui le syndicat n'est pas un instrument de la *lutte de classe du prolétariat*, un *levier* de son émancipation, mais un instrument de collaboration des classes, un outil de *soumission aux besoins du capital*, l'action syndicale ne trouve pas ses *limites* dans le *rapport de forces* entre les travailleurs d'un côté, et la bourgeoisie et son Etat de l'autre : leur gros sujet de préoccupation est la limite au-delà de laquelle le syndicat perdrait la confiance des masses ouvrières et, par conséquent, son *emprise* sur elles. C'est Boni lui-même qui le dit : faisant état du mécontentement des travailleurs, qui « en ce moment, est réel », il explique que, quoique « *pour le moment*, il n'y ait aucun écart entre travailleurs et syndicats », cet écart « pourrait toutefois se manifester » ; et de s'écrier : « *nous sommes à la limite de notre crédibilité dans nos rapports avec les travailleurs*, et nous ne prétendons pas courir le risque de la perdre » ! Selon ce bonze « les éléments d'incertitude et de désorientation [lisez : les embryons d'une lutte de classe spontanée, échappant aux tentacules de la pieuvre opportuniste, ce que, dans un mélange de peur et de mépris, Boni appelle *tendance à l'auto-défense*] se sont répandus (...) même là où l'organisation syndicale est la plus forte » : c'est seulement pour cela que ces crapules peuvent envisager d'en venir à employer des moyens différents des pourparlers à huis-clos autour d'une belle table de salon ministériel. Boni fait de son mieux pour être clair sur ce point : « *Nous serions obligés* [sic !] d'adopter des moyens de pression différents si cette épreuve qui nous attend [la rencontre avec le gouvernement] ne produisait pas de résultats positifs et substantiels ».

C'est ainsi que, « pour ne pas perdre la crédibilité dans leurs rapports avec les travailleurs », les dirigeants syndicaux, vraiment à contrecœur d'ailleurs, se sont vus « obligés d'adopter un moyen de pression différent » : la grève générale bidon du 27 février. Et ils l'ont fait en prenant bien soin de ne pas trop gêner cette économie italienne déjà si malade : la grève n'a duré au maximum que 4 heures (mais 2 heures pour les chemins de fer et une heure seulement pour les transports urbains et routiers) ; en plus, ils lui ont donné un sens parfaitement stérile, châtrant complètement la poussée ouvrière qui, en fin de compte, est à l'origine de la « grève » : l'objectif officiel de celle-ci a été en effet de « *solliciter* (!!) *une orientation différente de la politique économique* » ! ! ! La politique économique de qui ? Du gouvernement Rumor, qui selon le super-bonze Lama, « a pris des mesures positives », qui est « un organe démocratique », et que par conséquent les syndicats sont « intéressés, si cela est possible, à maintenir » !

D'arme de lutte du prolétariat, d' « école de guerre du communisme », la grève devient, aux mains de ces larbins de la bourgeoisie, une soupape de sûreté pour faire retomber la pression du mécontentement ouvrier.

Que la caricature de « grève générale » ait été conçue comme un *exutoire* a précisément été confirmé par une vague de grèves sauvages, encore timide certes mais révélatrice, qui a touché notamment la Fiat de Turin et l'Olivetti d'Ivrea, Gênes et Tarente. A cette occasion, les travailleurs, sifflant parfois les bonzes, ont été amenés à opposer à la plate-forme « revendicative » de ceux-ci l'augmentation du salaire et la diminution du temps de travail.

Au moment même où l'inflation ronge le salaire ouvrier, où le chômage grandit, les revendications de classe les plus élémentaires, capables au moins de défendre les conditions de vie du prolétariat, sont abandonnées par ceux qui se proclament ses défenseurs, car dans les conditions actuelles de crise économique elles porteraient de graves coups à la sacro-sainte économie nationale. A ces revendications, ils substituent des objectifs platement réformistes dont le but suprême est précisément le sauvetage de l'économie nationale, le renforcement du capitalisme italien — par conséquent, le renforcement et l'exacerbation de l'exploitation du prolétariat !

Défendre les intérêts du capital national, leur subordonner le prolétariat, voilà en quoi consiste l'œuvre de l'opportunisme syndical et politique. En Italie comme ailleurs, le prolétariat, pour s'émanciper du capital, et même pour défendre ses intérêts élémentaires, devra briser les « limites de la crédibilité » de l'opportunisme !

Ces messieurs qui font la moue devant les luttes d'émancipation nationale...

L'article que nous publions ci-dessous est dirigé contre un article polémique récent du journal italien Battaglia Comunista, *qui donne un exemple particulièrement frappant des positions indifférentistes que nous combattons en particulier dans la question nationale et coloniale. Rappelons, pour éclairer le lecteur, que c'est par la scission d'avec ce groupe que notre parti se constitua en 1952, et que l'un des points de divergence irréconciliable, parmi d'autres, était précisément l'attitude marxiste à l'égard des mouvements d'émancipation anti-impérialistes, et de la question nationale en général. L'intérêt de la question est cependant tout autre qu'historiographique, puisque ces positions indifférentistes étrangères au marxisme, qui remontent rien moins qu'à Proudhon en passant par des militants du calibre de Rosa Luxembourg ou Piatakov, sont actuellement défendues par plus d'un groupe politique à prétentions « radicales »...*

★

La question nationale et coloniale est un os coriace, que des adeptes et militants de la science marxiste d'un certain calibre ont eu déjà beaucoup de peine à mastiquer ; raison de plus pour s'estimer heureux quand on a réussi à répéter et à emmagasiner les « vieilles » positions déjà acquises.

La version caricaturale des thèses de Rosa Luxembourg et Piatakov sur la question nationale et coloniale, déjà démolies par Lénine (1), est énoncée aujourd'hui de la manière suivante : les communistes ne peuvent ni ne doivent aider les peuples « arriérés » à « *dépasser l'économie féodale* » ; la phase historique des révolutions nationales — et donc aussi des guerres anti-coloniales — une fois close en Europe, elle est également terminée, ou devenue « marginale » dans le reste du monde, à cause du poids de l'impérialisme, qui s'est à ce point rendu maître de chaque destin national qu'il en est aujourd'hui l'acteur *unique* ; l'intérêt que portent les communistes aux « *luttes des peuples opprimés* » est « *proportionné à la possibilité concrète de déplacer leur axe du plan nationaliste au plan de la lutte du prolétariat international, sous la direction de son avant-garde révolutionnaire* » ; par conséquent, le souhait que l'impérialisme le plus puissant sorte vaincu ou diminué d'une guerre menée contre lui est, selon cette conception, une déformation « intellectuelle », qui nous fait retomber dans « *le gouffre de l'idéalisme* » et qui, si nous étions « logiques » nous ferait aboutir... à la collaboration avec un des blocs, rien de moins !

Soutenir les thèses que nous avons énumérées ci-dessus, et inscrire en même temps parmi ses positions caractéristiques « *la solidarité de classe avec les populations révoltées contre toute forme de colonialisme, sous la direction du prolétariat indigène et international* », ce n'est pas seulement tomber dans une contradiction flagrante : c'est prétendre résoudre les destins des races, des peuples, des classes en jonglant avec des phrases creuses.

Le problème central de toute question nationale et coloniale pour le prolétariat des pays avancés et oppresseurs (non seulement sous une forme directe, mais à travers toutes les formes indirectes, et par leur solidarité avec les oppresseurs directs) n'est justement pas d'être solidaire « *dans la mesure où...* » les autres populations sont gentiment disposées à se laisser diriger par un prolétariat temporairement vaincu. Le problème est au contraire de se *désolidariser* de sa propre bourgeoisie, de combattre l'union sacrée signée avec elle par les partis social-impérialistes et social-pacifistes, *indépendamment* de la possibilité réelle de se lier immédiatement avec les luttes coloniales, parce que c'est là une des *conditions* de la renaissance du parti révolutionnaire mondial dans les métropoles, et la *prémisse* d'un lien ultérieur avec les luttes dans les colonies.

Le problème ainsi posé, il est évident que de telles luttes peuvent être envisagées de deux points de vue, qui correspondent à des aires et à des tâches différentes, mais avec des perspectives convergentes : d'un côté, le prolétariat des pays impérialistes a le devoir, non seulement de lutter contre sa propre bourgeoisie et *donc* contre sa politique d'oppression des peuples arriérés (ou même, pas si « arriérés »...), mais aussi de soulever les peuples coloniaux contre la métropole ; de l'autre, le prolétariat des pays arriérés *appuie sur le terrain insurrectionnel*, et dans une totale indépendance de programme et d'organisation, les forces sociales et politiques de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie qui se dressent les armes à la main contre l'impérialisme et ses alliés locaux ; et là où et quand il le peut, il *se substitue* à elles, en se mettant à la tête des forces essentiellement constituées par les masses paysannes pauvres, expropriées ou réduites à la misère sur de minuscules lopins de terre, le plus souvent dans le cadre de la grande propriété latifundiaire. Telle est la voie pour souder la révolution « impure » des colonies à la révolution « pure » des métropoles, dans la perspective de la *révolution en permanence*, qui ne peut s'épanouir et vaincre qu'à l'échelle internationale. Il s'agit donc d'une stratégie mondiale unique, encadrant deux tactiques différentes parce qu'il y a deux situations historiques (entre lesquelles existent évidemment des nuances infinies, que l'on ne doit pas oublier non plus), mais qui ne contredisent nullement le principe selon lequel l'organisation du prolétariat doit être *unique et centralisée* sur le plan mondial. Organisation unique ne veut pas du tout dire tactique identique pour tous, mais plan stratégique et tactique défini et contraignant pour tous sur la base de situations historiques déterminées.

L'erreur indifférentiste est donc essentiellement mécaniste, même lorsqu'elle bavarde sur les « changements » et la « dialectique ». Lorsqu'il emploie l'argument selon lequel les peuples arriérés ne peuvent s'émanciper de l'impérialisme (thèse qui peut être juste *en ce sens que* tant qu'existera le capitalisme, les petites nations subiront le poids et l'oppression des grandes, mais qui devient fausse — comme l'histoire l'a montré — si on la comprend comme *l'impossibilité* de la victoire des peuples colonisés contre les puissances impérialistes, et de la naissance à sa suite de la nation moderne), l'indifférentisme oublie un « petit » détail : c'est précisément une situation de ce genre qui devient explosive dans des circonstances déterminées, c'est précisément dans des pays où la bourgeoisie est faible et complètement vendue à l'impérialisme, que les couches affamées des paysans et des masses sans terres prennent une importance fondamentale. Que peut leur dire le prolétariat ? Ayez l'amabilité de vous laisser diriger par moi, et, si je ne suis pas prêt pour l'instant, ni sur le plan local ni sur le plan international, veuillez ne prendre aucune initiative, car ce ne serait qu'une manœuvre impérialiste puisque « *votre lutte s'embrase et s'éteint* (...) *selon une logique qui se développe au-dessus des modestes limites nationales* » ? Voilà une « solidarité de classe » digne des vieux renégats à la Plekhanov et de leur fameux « *il ne fallait pas prendre les armes* » !

La question terre-à-terre est la suivante : pour quelle raison ces masses se mettent-elles en mouvement ? Jusqu'à quel point peuvent-elles pousser leur lutte ? Quand le lien peut-il s'établir avec le mouvement prolétarien (et par la suite quand doit-il se rompre) ? Eternelles questions des révolutions doubles : celles de 1848 déjà, celles des *Deux Tactiques...* de Lénine, de 1905, de 1917, indépendamment du fait que la bourgeoisie soit mûre ou non, qu'elle puisse ou non instaurer un « Etat national homogène et indépendant » (ce qui était au contraire la condition posée par les mencheviks). En réalité, nous en sommes toujours là. Au lieu de se réclamer de la « gauche marxiste italienne », c'est du *menchevisme* que nos adversaires devraient se réclamer, en ajoutant à la rigueur que Lénine avait raison *alors*, mais qu'*aujourd'hui*, c'est autre chose !

Ces gens qui prétendent s'opposer à notre soi-disant « déterminisme non-critique » et raisonner « *en termes de dialectique de classe* », non seulement ignorent les classes dans les pays où la bourgeoisie n'a pu encore se développer, mais ignorent, comme Lassalle, que même dans des pays plus développés, les classes ne sont pas réduites à deux, et que, à côté de l'antagonisme fondamental entre le prolétariat et la bourgeoisie, il y a les antagonismes de couches plus diversifiées (y compris *à l'intérieur* du prolétariat). Ce n'est pas un hasard si, lorsqu'on se trompe dans la question nationale et coloniale, ce n'est pas seulement le programme du prolétariat des colonies, mais celui de *tout le prolétariat* qui en fait les frais. L'hégémonie impérialiste ne s'appuie pas seulement sur l'exploitation du prolétariat de la métropole, mais aussi sur la spoliation de peuples entiers, et les contradictions entre ces pôles de classes et de pays sont destinées à se combiner et s'alimenter réciproquement.

La « dialectique » atteint un sommet lorsqu'on nous parle des « *nouvelles hégémonies, qui n'ont pas besoin, pour dominer, de l'occupation militaire et de la possession territoriale, et peuvent se permettre le luxe de se solidariser avec les forces progressistes et avec les révolutions... nationales* ». Les points de suspension sont une subtile ironie sur le fait que, évidemment, l'Algérie, Cuba, le Vietnam, la Chine, etc... ne seraient pas des révolutions nationales, déterminées par le heurt des forces productives modernes contre les formes de production précapitalistes qui les entravaient, mais de pures créations de l'impérialisme lui-même ! C'est là qu'on mesure la profondeur du « gouffre dialectique-matérialiste » de telles analyses ! On commence par mettre sur le même plan tous les impérialismes, en ignorant — à moins qu'on ne soutienne ouvertement les thèses de l'ultra-impérialisme à la Kautsky — que la notion même d'impérialisme signifie, pour les marxistes, lutte à couteaux tirés entre les pays impérialistes de force inégale qui cherchent, même quand ils répriment les révoltes dans *leurs* colonies, à exploiter cyniquement les luttes des peuples de couleur contre les impérialistes concurrents *si* le prolétariat des métropoles ne répond pas sur le terrain de la lutte révolutionnaire aux luttes des masses insurgées des colonies, en sabotant de l'intérieur les tentatives de sa propre bourgeoisie. On continue en disant que les « nouvelles hégémonies » n'ont pas besoin de l'occupation militaire, c'est-à-dire en « oubliant » que tout l'empire russe se base sur l'occupation et la répression militaires (nous n'abordons pas ici le fait que l'impérialisme russe est seulement territorial et militaire, justement parce qu'il n'a pas les moyens caractéristiques de l'*impérialisme moderne* analysé par Lénine, c'est-à-dire les moyens financiers). Quant à l'impérialisme américain, il est évident que le « luxe » de ne pas occuper militairement toute l'Europe (à l'Allemagne près — excusez du peu) provient du fait que non seulement les pays vaincus ont été réduits à l'état de vassaux économiques, mais qu'ils sont *militairement* tous sous son contrôle, y compris les anciens alliés, dans le cadre de l'OTAN qui laisse aux Américains l'armement nucléaire et les bases militaires *dans le monde entier !* On continue encore en disant que ces brigands impérialistes *se solidarisent avec les forces démocratiques progressistes*, alors que les Russes (ne parlons pas des Américains qui s'allient à chaque fois avec les Pinochet) ont régulièrement boycotté les forces bourgeoises progressistes dans les colonies, ont abandonné la voie de la révolution dans les métropoles, et ont pour seul but l'élargissement de leur propre sphère impérialiste, ce pour quoi ils tendent nécessairement à favoriser les forces nationalistes soumises à leur influence. Et au bout du compte on finit par dire que des révolutions nationales, certes, il y en a, mais qu'elles sont faites par les impérialistes ! !

Ces gens qui subordonnent l' « intérêt » pour les luttes coloniales à la « *possibilité concrète de déplacer leur axe du plan national au plan de la lutte du prolétariat international sous la direction de son avant-garde révolutionnaire* » ne comprennent pas que les victimes de l'impérialisme ne sont pas seulement les prolétaires, mais aussi les masses paysannes et populaires entières pillées et spoliées, dont la sainte fureur est non seulement « intéressante » — parce qu'elle prépare le terrain à l'éclosion des antagonismes modernes de classes dans les aires arriérées, ce qui est déjà un très grand résultat révolutionnaire — mais *précieuse* pour la lutte du prolétariat des nobles, civilisés, indépendants, homogènes et ultra-bourgeois pays « avancés » ; ils ne comprennent rien à la question de l'unification révolutionnaire du prolétariat mondial, qui ne peut se réaliser que grâce à une préparation politique tenace qu'il revient au parti d'entreprendre sur la base de ses principes, indépendamment de la possibilité plus ou moins proche d'intervenir comme facteur déterminant. Ne pas comprendre cela équivaut à faire de la « lutte contre l'impérialisme » ou de la « solidarité avec les luttes anti-coloniales » une phrase vide, et de la dialectique, un harnachement sans aucune utilité !

C'est pourquoi nous accuser d'avoir souhaité en 1952 la défaite des forces des Nations Unies en Corée, qui correspondaient exactement à la Sainte Alliance qui vainquit à Waterloo, c'est-à-dire aux forces réactionnaires s'opposant à la naissance de la nation moderne, ne nous fait ni chaud ni froid, et seul un idiot peut interpréter cela comme de la « sympathie intellectuelle ». Ainsi, précisément parce que nous avons souhaité cette défaite, nous avons pu démasquer l'infâme opportunisme moscovite, qui se gargarisait « d'appui » mais oubliait que c'est justement la paix sociale dans les métropoles dont il était — et dont il continue à être — un puissant agent, qui est un pilier central de l'impérialisme, et que le mouvement ouvrier euraméricain doit la briser pour que son appui ne soit pas une mascarade : c'est tout autre chose que de se prosterner devant les forces qui malheureusement dirigeaient les masses laborieuses de l'Orient ; c'est tout autre chose que de leur sacrifier notre programme et notre organisation ! C'était les défendre réellement à travers toutes les situations, et, dans le présent, préparer l'avenir.

☆

Bien plus, l'étude de tous les phénomènes historiques et la prévision de leurs répercussions possibles sur les luttes des classes sont indispensables pour un parti qui entend agir pratiquement et ne pas se limiter à prononcer des phrases générales. Nous sommes même allés plus loin et nous avons dit, s'agissant non plus des révoltes anticoloniales mais de la guerre impérialiste, qu'il aurait été plus profitable pour la reprise de la lutte de classe dans le monde que l'Amérique et ses alliés, c'est-à-dire le camp le plus fort, aient été vaincus dans la seconde guerre mondiale. Dira-t-on que nous avons une « sympathie intellectuelle » pour le nazisme, ou l'amour du paradoxe parce que dans le même temps nous revendiquons le défaitisme révolutionnaire sur les deux côtés du front ? Tout le monde peut voir le résultat de la victoire anglo-américaine : l'oppression sur la planète entière, qui brouille la vue de certains au point qu'ils s'imaginent qu'elle réussit à fabriquer tout ce qui arrive dans le coin le plus reculé de la terre !

La dialectique est une arme pour comprendre les faits, pour s'intéresser à tous les phénomènes, sans pour cela renoncer à sa propre indépendance de programme, de critique, de tactique, d'organisation. Les marxistes étudient toutes les contradictions qui opposent les prolétaires aux bourgeois, qui font osciller les couches intermédiaires de la société entre les uns et les autres, qui opposent les bourgeois d'un groupe de nations aux bourgeois d'un autre groupe, et les nations riches aux nations pauvres ; ils suivent avec un grand intérêt les résultats des luttes auxquelles ils ne peuvent prendre part (soit par insuffisance organisative, soit pour des questions de principe). Sur la guerre, nous écrivions par exemple dans notre texte « *Guerres et crises opportunistes* : « *La guerre est sans aucun doute la résultante de causes sociales, et son issue militaire s'insère comme un facteur de première importance dans le processus de transformation de la société internationale interprété de façon matérialiste et classiste* » (2).

Il y a des phases historiques dans lesquelles il est de notre devoir de peser autant que nous le pouvons dans le sens d'*une* issue *précise* de la guerre. Dans d'autres, absolument pas. Mais cette issue nous intéresse *toujours*, parce qu'elle modifie les rapports antérieurs et repropose des questions que l'histoire aurait, selon les professeurs, déjà résolues — comme par exemple la question nationale allemande en 1970 et dieu sait jusqu'à quand, à la face de ceux qui rappellent que l'Allemagne s'est constituée en Etat national en 1871. Celui qui croit que nous voulons lancer une croisade de sympathie pour l'unification allemande peut bien aller se faire voir ; mais celui qui pense que le fait de la division allemande n'influera pas sur la reprise du mouvement de classe en Europe parce que la question nationale est close depuis 1871, celui-là ne peut se dire « communiste » que par un regrettable *malentendu*.

(1) Voir notamment Lénine, *A propos de la brochure de Junius*, *Œuvres*, Tome 22 (dont nous avons publié un large extrait dans *Le Prolétaire*, n° 164) et *Une caricature du marxisme et à propos de l' « économisme impérialiste »*. *Œuvres*, Tome 23.

(2) Voir notre brochure *Eléments d'orientation marxiste...*, p. 45.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

LISTE N° 2

Aux vieux camarades de F., 250 ; En mémoire de Bruno et d'Ottorino, 294,80 ; En mémoire de Bruno Zecchini, 50 ; Paris Janvier, 2510 ; Cavaillon, 40 ; Crest, Soutien, 30 ; Alain, 26, 66 ; Adolphe, soutien, 30 ; Henri, soutien, 50 ; Yves, soutien, 50 ; R. et R., décembre, 40 ; François, 90 ; R. et R., Janvier, 40 ; Cavaillon, Décembre, 40 ; Strasbourg, 70 ; J.-Pierre, 14 ; Piccino pour la presse, 80 ; Jean, soutien, 70 ; J.-P., 1 ; Jean, soutien, 20.

Total liste n° 2 ..... 3.815,66 F
Total précédent ..... 5.138,50 F

Total général ..... 8.954,16 F

Le concile des chauvinismes européens

(suite de la page 1)

les *monarchistes* avec leur croisade anticléricale et anticommuniste, au centre les *démocrates chrétiens* atlantistes, et à gauche le bloc *socialo-communiste* anti-atlantiste et pro-soviétique, nous écrivions : « Aucune des alternatives proposées par les uns et redoutées par les autres n'a de consistance. Si une des forces latérales l'emportait, *elle se scinderait aussitôt*, et une large fraction de ses élus *passerait au centre bourgeois atlantiste et pro-américain*. Les monarchistes n'en font pas mystère. Les soi-disant communistes le disent moins ouvertement, mais ce serait là le *résultat inévitable* s'ils avaient la majorité, ce qui semble impossible ». Plus les partis sont forts et près du pouvoir, moins ils sont libres de choisir : ils doivent au contraire se soumettre aux « choix » imposés par le poids des forces économiques et politiques sur le plan national et international.

Les circonstances ont changé, mais cette loi vaut toujours. On ne peut gouverner l'Italie, l'Allemagne Fédérale ou la France sans poursuivre la politique étrangère de leur bourgeoisie. Celle-ci est, pour qui ne veut pas rester en dehors de la course au gouvernement, une donnée acquise, et le seul choix que l'on ait à la rigueur c'est de franchir dès aujourd'hui le pas fatidique, ou d'attendre que l'Europe soit effectivement un fait accompli. On ne peut changer l'orientation. Il est tout à fait symptomatique que dans les trois pays cités il n'existe pas de formation politique antieuropéenne importante. Au contraire, tous les partis y font assaut d'« européisme » et le PCI et le PCF suivent le mouvement.

Tandis que Moscou observait la conférence de Bruxelles avec embarras — et proposait, tout de suite après, la réunion d'une conférence mondiale des partis qui lui sont liés — les bourgeois d'Europe ont salué avec espoir la naissance de ce timide « communisme d'Europe occidentale », qui n'est rien d'autre que la tendance social-démocrate dominant dans les partis de Marchais, Berlinguer et consorts, épurée de toute prétendue « allégeance à l'égard de Moscou ». Les bourgeois ont de quoi être heureux : après avoir cessé depuis longtemps d'avoir un centre international formel, le faux internationalisme prolétarien s'oriente vers un « internalionalisme européen ». Ils ne peuvent tout de même pas demander que cette politique se réalise du jour au lendemain : ce serait la fin du partage des tâches entre la bourgeoisie et l'opportunisme.

L'opportunisme, c'est la politique de la bourgeoisie *au sein* du prolétariat. Mais l'opportunisme ne se substitue pas à la politique bourgeoise : il est à sa remorque, sauf à certains tournants critiques.

La bourgeoisie européenne ne parvient pas à s'entendre (et la rupture entre la France et les autres pays européens à la conférence de Washington l'a prouvé une fois de plus) parce que ses intérêts communs anti-américains heurtent ses intérêts particuliers pro-américains. Tout ce qu'on peut alors demander à l'opportunisme, c'est l'assurance que, si l'Europe se fait, il sera lui-même « européen ».

En effet, les divisions qui séparent les partis opportunistes sont les mêmes que celles qui séparent les nations auxquelles ils appartiennent. Ce qui domine, c'est l'idée nationale parce que c'est l'économie nationale qui domine, avec tout son « budget ». C'est quand il gonfle le portefeuille bourgeois, que l'« européisme » se fait le plus passionné. Mais une économie nationale n'a de bilan positif qu'au détriment d'une autre économie bourgeoise, et ce qui est à la base d'une entente entre plusieurs pays, c'est le fait qu'ils ont des intérêts communs face à d'autres pays et à leur détriment. Jusqu'à présent, cette entente n'existe pas au niveau européen parce qu'elle resterait faible, malgré tout, par rapport à la première puissance mondiale sur le plan économique et militaire, les USA, qui sont eux-mêmes à l'origine d'une « Communauté européenne » fondée dans leur intérêt (voilà au moins une chose que les staliniens de la « guerre froide » avaient comprise!)

Il est clair — et l'attitude anti-américaine de la bourgeoisie française et de sa suite d'opportunistes pro-européens le confirme — que l'Europe ne pourra exister qu'à condition de devenir encore plus monopoliste, impérialiste et fasciste. Peut-être même sera-t-elle « unie » uniquement quand elle sera fasciste à tous les niveaux. D'ailleurs cela était clair dès 1915 : « *Les Etats-Unis d'Europe, en régime capitaliste, équivaudraient à une entente pour le partage des colonies* [nous pouvons dire, aujourd'hui, des sources de matières premières et des marchés]. *Or, en régime capitaliste, le partage ne peut avoir d'autre base, d'autre principe, que la force* ». (Lénine, *A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe. Œuvres*, Tome 21, p. 353).

Ceci explique beaucoup de choses. Et tout d'abord que l'Europe ne se fera pas — si jamais elle se fait — sur la base d'une politique antimilitariste, et les opportunistes les plus « avancés » le savent bien. A la conférence de Bruxelles, ils ont dû se taire par tactique et la déclaration finale a dénoncé les tentatives de constituer une « *Communauté européenne de défense munie d'armes atomiques* », ce problème étant abordé du point de vue de la dépendance militaire à l'égard des Etats-Unis (on peut d'ailleurs se demander s'il n'y a pas là une voie ouverte pour un militarisme anti-américain) :

« *La création d'une nouvelle organisation militaire ouest-européenne, en tout état de cause liée à l'OTAN et dirigée contre le socialisme, irait à l'encontre des progrès de la détente internationale, de la sécurité européenne (sic) et du désarmement qui sont à l'ordre du jour ; elle entraînerait de lourdes dépenses pour les peuples des pays membres. Loin d'assurer l'indépendance de l'Europe, elle enfoncerait les peuples dans la sujétion aux Etats-Unis* » (*Le Monde* du 30-1-74).

Mais sur le plan « national » les choses vont tout autrement. Un dirigeant du PCI a déclaré récemment que l'armément européen sera une conséquence inévitable de l'union européenne. Marchais dénonce l'idée d'une défense européenne, mais il est lié indirectement, par le Programme Commun, aux socialistes qui viennent de dénoncer la politique d'alliance entre les USA et l'URSS menée au détriment de l'Europe. Par ailleurs, tout le monde dénonce la dépendance de l'Europe politique à l'égard de l'OTAN, mais que dirait-on d'un militarisme autonome ? La question reste ouverte.

De plus, l'absence d'une force politique et militaire explique la différence de niveau entre les forces syndicales et les forces politiques. La CGIL (CGT italienne) est devenue membre associé de la Fédération Syndicale Mondiale pour pouvoir adhérer à la Conférence Syndicale Européenne. Elle vient d'être suivie par la CGT qui, en octobre 1973, à Varna s'était opposée à ce projet. Sans que cela augmente d'ailleurs leur combativité, les syndicats s'unissent parce qu'ils se trouvent en face de groupes industriels qui ont des directions et des établissements dans ces différents pays : ils doivent donc, par la force des choses, s'adapter à cette situation. Il n'en va pas de même pour les partis politiques. *Le Monde* tombe juste quand il écrit : « *Si les partis politiques sont ainsi en retard sur les syndicats, c'est parce qu'ils ont la charge de la gestion d'intérêts nationaux qui, comme le prouve la succession des crises européennes, sont souvent antagonistes* » (24-1-74).

INTERNATIONALISME OPPORTUNISTE

Enfin, cela explique pourquoi, en réalité, les partis qui se sont réunis à Bruxelles n'ont pas pu définir une attitude commune. C'est d'autant plus remarquable, qu'ils ont le *même programme* : tous ont manifesté leur accord pour une politique d'alliance avec « *l'ensemble des forces démocratiques* », c'est-à-dire « *la classe ouvrière, les travailleurs* [la nuance est subtile et tout à fait éclairante], *les couches moyennes des pays capitalistes d'Europe* ». Il semble d'ailleurs que même sur ce point il y ait eu des divergences entre ceux qui sont pour l'alliance indépendamment de la possibilité de conserver un rôle dirigeant (c'est la position de presque tous les partis, PCF et PCI en tête) et le petit parti d'Allemagne Fédérale, le DKP, qui aurait posé le problème du « rôle dirigeant de la classe ouvrière ». Simple réminiscence ! Mais, disions-nous, sur la large alliance avec les démocrates, tout le monde est d'accord. *C'est cela le programme international du « communiste occidental »*. Eh bien, c'est précisément ce programme international qui implique la *division à l'échelle internationale*, parce que l'alliance dans chaque pays avec les couches petites-bourgeoises (et même bourgeoises non fascistes, dans le cadre des intérêts nationaux), ce n'est rien d'autre que l'adhésion à des politiques nationales qui, « *souvent* », comme dit *Le Monde* sont antagonistes. Ce programme-là, c'est celui du chauvinisme international.

Sur le plan international, il ne peut s'exprimer que par le vœu pieux et petit-bourgeois d'« agir » dans une Europe unie, et donc dans un marché plus grand (les PC occidentaux appellent cela une « *Europe occidentale pacifique, démocratique et indépendante, s'affranchissant de la dépendance des Etats-Unis et des monopoles internationaux* »). Toutefois, cette Europe, ce marché européen, ont pour inévitable contrepartie la dépendance, l'écrasement inéluctable par le grand capital, américain ou international, sinon « national ». C'est sur ce fond pacifiste et petit-bourgeois — que le grand capital lui-même promet pour des raisons évidentes — que les partis opportunistes sont « unis » et rêvent d'une Europe qui puisse « *jouer un rôle conforme aux intérêts des peuples et de la paix dans le monde entier (...) apporter sa propre contribution à la détente, au désarmement et à la compréhension entre les peuples. Une telle Europe occidentale et les différents pays qui la composent* [nous y revoilà ! Vive l'intérêt national !] *peuvent être en mesure d'établir aussi bien avec les Etats-Unis qu'avec les pays socialistes, les jeunes Etats nationaux et tous les autres pays* [sic] *des rapports de coopération pacifique dans le respect de la pleine égalité des droits et de l'intérêt des peuples* ».

Mais ceci n'est pas seulement une utopie, comme on serait tenté de le croire. Cette idéologie petite-bourgeoise masque en fait *l'asservissement du prolétariat aux intérêts nationaux*. Et le fait que des intérêts nationaux puissent s'unir — « *certes, des ententes* provisoires *sont possibles entre capitalistes et entre puissances. En ce sens, les Etats-Unis d'Europe sont également possibles comme une entente des capitalistes européens* », écrivait Lénine — ne change rien à l'affaire.

Les petits-bourgeois européens ne peuvent pas ne pas rêver d'un accord de ce type entre les capitalistes et les puissances européennes *dont ils dépendent*. Toutefois cette entente, plus ou moins provisoire, plus ou moins fédérative, (comme celle qu'ils voudraient) ou centralisée (la seule qui soit en mesure, sur le papier, de s'opposer aux USA) n'est pas synonyme de paix, mais de guerre entre les Etats, et la seule réponse du prolétariat à ce programme est : *A bas la collaboration de classe ! Révolution « chez nous » !*

A bas le colonialisme et l'impérialisme français !

(suite de la page 1)

Prolétaires, camarades,

Face à la répression que l'impérialisme français oppose aux révoltes inévitables contre un ordre inhumain, les partis qui osent encore se réclamer du socialisme et du communisme mais ne prônent en fait que de pâles et impossibles réformes du capitalisme, de l'Etat bourgeois, et de sa domination coloniale, P.C.F. en tête, « s'indignent », « émettent des protestations solennelles » et implorent les gouvernements de « faire toute la lumière sur l'origine des événements » ; les appendices coloniaux de ces organisations ne se préoccupent que de « calmer les esprits » et de tenter de discréditer la moindre lutte sous prétexte de « gauchisme » et d'« aventurisme » ; mais tous se gardent bien de vous appeler à lutter contre l'Etat bourgeois et son oppression coloniale, et à venger vos frères d'outre-mer, ce qui constitue un devoir élémentaire de la lutte contre le capitalisme. Tandis que la bourgeoisie répond par la répression brutale à la révolte qui couve dans ses possessions coloniales et semi-coloniales, ces renégats volent en fait au secours de l'impérialisme français en prodiguant des promesses trompeuses aux peuples opprimés. Avant guerre, ils militaient contre l'autodétermination et pour la « départementalisation », c'est-à-dire pour LE STATUT COLONIAL ACTUEL ; aujourd'hui, ils promettent une soi-disant « autodétermination » conçue en fait comme une « autonomie » DANS LE CADRE DE L'ETAT FRANÇAIS. Bref, en refusant le droit à la séparation des colonies, ils montrent qu'ils sont, ni plus ni moins, LES DEFENSEURS DE L'IMPERIALISME. Le tragique isolement dans lequel ils tentent d'enfermer la lutte de vos frères des colonies n'est que le pendant de leur trahison des intérêts de classe du prolétariat, de leur abandon de la lutte contre le capitalisme et pour le communisme.

Prolétaires, camarades,

Le mouvement communiste lutte pour la destruction des deux têtes de l'hydre impérialiste dans les métropoles et dans les colonies, et pour la jonction de la lutte révolutionnaire des peuples opprimés avec celle du prolétariat mondial pour son émancipation.

La révolution communiste exige la solidarité combattante du prolétariat des métropoles avec ses frères de classe et les masses opprimées des colonies et semi-colonies dans la lutte contre l'impérialisme et ses laquais ; elle exige donc aussi la lutte contre les partis réformistes qui constituent partout dans vos rangs un des instruments de la conservation impérialiste.

A BAS LE COLONIALISME ET L'IMPERIALISME FRANÇAIS !

A BAS SES LAQUAIS REFORMISTES !

POUR LA REVOLUTION MONDIALE ! POUR LE COMMUNISME !

Parti Communiste International.

(tract diffusé par nos militants)

" L'Humanité bleu - blanc - rouge " (suite)

Dans son dernier numéro, « L'Humanité rouge » consacre un éditorial au film « Les Chinois à Paris ». On peut notamment y lire : « Comment se fait-il que Robert Galley, le ministre des Armées, d'ordinaire si prompt à lancer des plaintes, ne réclame pas d'inculpations contre les auteurs de ce film pour « atteinte au moral de l'armée » ? Le gouvernement, qui prétend défendre « l'indépendance nationale », laisse donc ainsi un film à grand spectacle faire une propagande de démoralisation nationale et d'apologie de la capitulation : étrange manière de défendre le pays ! » (sic). Défense du « moral de l'armée » — celles-là même qui a exécuté toutes les répressions coloniales —, de « l'indépendance nationale » d'un brigand impérialiste, du « moral de la nation » : il ne manque décidément à « L'Humanité rouge » aucun des traits du chauvinisme le plus répugnant ! Mais ce qui est encore plus répugnant, c'est que ces sociaux-chauvins se donnent des airs de combattants anti-impérialistes et appellent dans le même journal à un « meeting de solidarité » avec les travailleurs de la Martinique ! Comment peut-on à la fois défendre le moral de l'armée bourgeoise et soutenir la lutte des peuples coloniaux qu'elle est régulièrement appelée à massacrer ? Comment peut-on faire semblant d'ignorer que « l'indépendance nationale » d'un brigand impérialiste est inséparable de l'oppression coloniale ? « Anti-impérialistes », ces gens-là ? Le seul nom qu'ils méritent est celui de social-impérialistes, c'est-à-dire d'ennemis et du prolétariat et des peuples coloniaux opprimés !

PRESSE INTERNATIONALE

E' uscito il nr. 4 (23 febbraio 1974) del nostro quindicinale in lingua italiana

IL PROGRAMMA COMUNISTA

di cui diamo il sommario :

— Torni la rivoluzione ad « esportarsi ».
— I minatori inglesi non si lasciano intimidire.
— Pace e collaborazione fra i popoli, programma moderno dell'opportunismo.
— La questione agraria (III).
— Ancora sul « pensiero di Mao » (VIII).
— Riunioni di partito : Iniziato il lavoro sulla Rivoluzione Permanente (« Doppia »).
— Russia : è « salutare » la disoccupazione.

⁂

Acaba de publicarse el nº 12 (enero-febrero) de

EL PROGRAMA COMUNISTA

Somario :

— Lenin no es el simbolo de la casualidad pràctica del opportunismo, sino el de la ferrea unidad de la fuerza y de la teoria de la revolucion.
— Exigencia primaria del partido.
— Los fines de los comunistas.
— La emigracion en Suiza y la funcion del oportunismo.

Precio : 1 F. Pedidos al « Prolétaire ».

PERMANENCES DU PARTI

● **A Paris :** 20, rue Jean-Bouton (12e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.

● **A Marseille :** le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, au siège du « Prolétaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4e étage).

directeur - gérant
F. GAMBINI
Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12e
distribué par les N.M.P.P.